

Que veulent les Frères musulmans ?¹

Les touristes qui rentrent de vacances au soleil d'Égypte sont pratiquement unanimes sur un point : des émeutes ? Quelles émeutes ? Il est vrai que, cloîtrés dans le confort feutré des palaces, ils auraient difficilement pu prendre la mesure de la colère qui travaille une bonne partie de la population. Dans le pays comme à l'échelle de la région.

Alors, révolte ou révolution ? En apparence en tout cas un mouvement de protestation populaire spontané, non organisé, qui a pris de court aussi bien le pouvoir que les principales formations de l'opposition, Un mouvement multiforme et apparemment sans grande cohérence, aux revendications catégorielles fort diverses. Quelques mois seulement après le « triomphe » électoral du parti de l'Etat : fin 2010, le Parti national démocrate du président Moubarak avait obtenu 90 % des suffrages. Sans guère d'opposition politique organisée il est vrai et avec des médias cadencés.

Comme le rappelait récemment le secrétaire général de la Ligue arabe, « l'âme arabe est brisée par la pauvreté et le chômage ». Une jolie formule qui ne reflète que partiellement la cruauté de la réalité sociale et démocratique dans ces pays.

Au pays du Nil, où est exigé dans la rue le départ du président, l'élément déclencheur semble avoir été un attentat commis contre des chrétiens coptes le 31 décembre dernier. Dont certaines sources affirment qu'il aurait été organisé par des membres de l'armée égyptienne dans le but de provoquer des tensions entre chrétiens et musulmans. Sans grands résultats.

Quelques reculs du pouvoir

Sous la pression de la rue, le pouvoir a fait quelques concessions. Un nouveau gouvernement a été nommé. Et Moubarak a confirmé qu'il se retirerait à la fin de son mandat à l'automne².

Hosni Moubarak manœuvre en recul, lâche du lest mais tient toujours son sceptre de dictateur égyptien, sourd aux appels de la rue. Il plie mais pour l'instant ne rompt pas, malgré les coups sévères que lui portent les Égyptiens. Il a promis une hausse de 15% des salaires des fonctionnaires et des retraites, preuve que le mécontentement social est profond.

Il parle d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur les violences . Et le premier ministre, Ahmed Chafik, assène à qui veut l'entendre, au cas où certains en douteraient : «Le gouvernement se préoccupe du citoyen égyptien et veut améliorer son niveau de vie» Dans le même temps, les rumeurs courent sur un possible «repli médical» de Moubarak en Allemagne.

L'autre volet dans les manœuvres en cours est plus politique et permet à Barack Obama de se féliciter des «progrès» enregistrés dans le dialogue avec ses opposants. En réalité, ce «dialogue» est partiel et, pour l'heure, n'engage que ceux qui y participent. Plusieurs partis politiques discutent ainsi avec le vice-président, Omar Souleymane, d'un certain nombre de questions (constitution, levée de l'état d'urgence, libération des prisonniers politiques), un comité composé de personnalités (politiques, intellectuels, journalistes...) a également présenté un manifeste. Mais ceux qui ont lancé le mouvement, les jeunes notamment, exigent toujours, et avant tout, le départ d'Hosni Moubarak.

La une de l'édition de lundi 7 janvier du journal gouvernemental *al Gomhuria* résume parfaitement la situation : sous le titre «Nouvelle ère», figure une photo du vice-président Omar Souleimane rencontrant des représentants de l'opposition avec, derrière lui, un portrait géant de Moubarak. «Il y a une vague de colère dans les rues

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ - février 2011.

² Cette analyse a été écrite avant la démission d'Hosni Moubarak.

appelant à la démission de Moubarak et elle ne peut être ignorée. Les gens à cette table parlent dans le vide», affirme Abdel Halim Qandil, du mouvement Kefaya («ça suffit !»).

Et maintenant ?

Mais il s'agit de changer pour que rien de fondamental ne change. Et les principaux dirigeants de l'armée se portent en garants d'un système qui les enrichit, intégrés qu'ils sont dans l'économie militaire et civile.

Dès lors, la principale opposition politique – islamiste – ne sait sur quel pied danser, absente des mobilisations actuelles. Et négocie avec le parti gouvernemental. Comme le parti Wafd, Tagammu (gauche) et le mouvement d'El Baradei, l'ancien secrétaire général de l'Agence internationale à l'énergie atomique et prix Nobel de la paix en 2005. Mais le Mouvement de la jeunesse du 6 avril, à l'origine des rassemblements de masse de la place Al-Tahrir, n'a pas pris part aux discussions «Nous refusons de négocier avant que Moubarak ne parte. Nous sommes ouverts à des discussions, mais seulement après son départ. »

Tenus à l'écart du pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, les Frères musulmans sont revenus au centre du jeu politique, officiellement hors circuit depuis les années quatre-vingt. Mais certains parlent d'une alliance objective entre la fraternité et le parti de Moubarak.

Comme le Hamas en Palestine, les Frères se sont construit une forte implantation populaire en ouvrant des dispensaires, des écoles et créant des emplois. On les a vite retrouvés dans les manifestations, y apportant leur logistique et leurs moyens matériels.

Ils auraient l'appui d'au moins 35 % de la population. Ils entretiennent un rapport très ambigu avec le régime, il n'y a pas d'opposition frontale. « On peut même penser qu'il existe un accord tacite entre les Frères et le pouvoir » a expliqué à *France 24* Karim Emile Bitar, spécialiste du Moyen-Orient à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). » Les Frères ne s'occupent ni du politique, ni de l'exécutif. En échange, ils ont carte blanche pour islamiser la société et faire de la prédication. C'est un pacte faustien »

Que veulent-ils ?

Les Frères musulmans ont affirmé qu'ils ne présenteraient pas de candidat à l'élection présidentielle de septembre prochain. « Nous avons dit clairement que nous n'avons pas d'ambition présidentielle, pas plus que nous ne recherchons de postes au sein d'un gouvernement de coalition », a déclaré Mohamed al-Beltagui, un membre influent de l'organisation.

Leur agenda demeure cependant inconnu, jugent les experts. "Le 23 janvier, leur plan consistait à prendre le pouvoir dans les 10 jours, à augmenter le nombre de leurs militants et à organiser une grève générale. Aujourd'hui, il est beaucoup plus difficile de le savoir", avoue Paul Salem.

Celui-ci affirme par ailleurs que les revendications du groupe seraient très concrètes : obtenir la libération des quelque 9000 Frères détenus dans les geôles du régime ainsi que le dégel de leurs avoirs, bénéficier d'une presse libre et, dans l'idéal, rédiger une nouvelle Constitution leur permettant de présenter des candidats dans le cadre d'élections libres, "ce qui n'arrivera pas", selon Salem.

Le discours des Frères musulmans oscille entre un plaidoyer pour l'instauration en Égypte d'un État islamique et le développement de thèses plus modérées destinées à rassurer les démocraties occidentales. Le mouvement a ainsi condamné l'attaque conduite le 31 décembre dernier contre une église copte d'Alexandrie et affirmé ne pas vouloir instaurer la charia contre la volonté des Égyptiens.

Ce discours ne serait cependant qu'une façade. Si les Frères parlent de dialogue interreligieux et d'intégration, ils continuent de tenir un discours alarmiste à l'égard des sociétés occidentales et de bafouer certains droits fondamentaux.

« Pourquoi voulez-vous qu'ils refusent la démocratie si elle leur permet d'accéder au pouvoir ? Quant à les voir instaurer eux-mêmes un tel régime, j'attends de voir !, s'exclame Salem. Il y a certes des démocrates parmi les Frères musulmans, mais ils sont minoritaires. Dans leur projet de société, long de 577 pages, certains points portent atteinte aux libertés fondamentales. »

La société égyptienne dispose certes d'antidotes au radicalisme religieux. Mais s'il y a un courant laïc fort et démocratique, il est aussi probable que la confrérie ait une carte à jouer, dans un pays dont 40 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour.

Sous l'œil de l'Occident

Pour l'économiste franco-égyptien, membre du conseil international du Forum social mondial et président du Forum mondial des alternatives, Samir Amin, interviewé dans *l'Humanité*, « Il s'agit de révoltes sociales potentiellement porteuses de la cristallisation d'alternatives, qui peuvent à long terme s'inscrire dans une perspective socialiste. C'est la raison pour laquelle le système capitaliste, le capital des monopoles dominants à l'échelle mondiale, ne peut tolérer le développement de ces mouvements (...). Dans le cas de l'Égypte, les États-Unis soutiennent le régime. Ils peuvent finir par juger plus utile le sacrifice de la personne de Moubarak. Mais ils ne renonceront pas à sauvegarder l'essentiel : le système militaire et policier. Ils peuvent envisager le renforcement de ce système militaire et policier grâce à une alliance avec les Frères musulmans. »

Pour Samir Hami, « L'essentiel est que tous acceptent le capitalisme tel qu'il est. Les Frères musulmans n'ont jamais envisagé de changer les choses de manière sérieuse. D'ailleurs lors des grandes grèves ouvrières de 2007-2008, leurs parlementaires ont voté avec le gouvernement contre les grévistes. Face aux luttes des paysans expulsés de leur terre par les grands propriétaires fonciers, les Frères musulmans prennent partie contre le mouvement paysan. Pour eux la propriété privée, la libre entreprise et le profit sont sacrés. »

Et pour l'heure, la répression s'accroît. Près de trois semaines après le début du soulèvement Moubarak, les morts et malgré la menace du pouvoir de faire intervenir l'armée en cas de « chaos », les protestataires continuent à crier « Le peuple veut faire tomber le régime », leitmotiv de la contestation. Qui au demeurant et au-delà de cette condamnation de l'actuel pouvoir, ne présente, rappelons-le, aucun programme commun.